

1/

SCHWEIZR. POLIT. DEPART.
8-JAN.1896
N ^o P. 1/ VIII

Légation de Suisse.

Envoie copie de ce rapport
à la Légation de Londres.
76, Victoria Street, S.W.
(Palace Street.)

N^o 1

reproduire
en circulat. ✓

Londres le 27 Janvier
1896

Confidentiel

Monsieur le Président,

"Avec de la fermeté & du calme", disait encore Lord Salisbury à mes collègues il y a seulement deux ou trois jours "je crois que nous pourrions sortir sans complications & plus franchement de la crise que nous traversons". Vous voyez donc que le Premier Ministre maintenant son point de vue plutôt optimiste qu'il avait déjà manifesté précédemment vis-à-vis de moi & que je vous avais signalé en son temps. Mais tous les jours semblent apporter quelque incident nouveau & lorsqu'il parlait à mon collègue le télégramme de l'Empereur d'Allemagne au Président Krüger n'était pas encore connu. - Je n'ai pas besoin de vous

au
Département politique
Berne

Dire que dans le public comme
 dans la presse on s'est montré
 fort irrité de ce que l'on considère
 comme une insulte gratuite
 de l'Empereur; le peuple anglais
 est généralement calme & froid mais
 ses nerfs ont été mis à une rude
 épreuve ces derniers temps & il ne
 faut pas se dissimuler que le jour
 où une guerre paraîtrait inévitable
 l'enthousiasme serait très grand
 ici & chacun serait prêt à faire
 tous les sacrifices que demanderait
 la défense de la patrie. Les Anglais
 ont beaucoup à perdre dans une
 guerre avec n'importe quelle puissance
 européenne ou américaine & pour
 cela ils sont prudents & prêts
 même à "avaler toutes sortes
 de condescendances", comme ils l'ont
 prouvé déjà, mais certainement
 cette faculté a aussi ses limites &
 on n'est pas loin de les avoir
 atteintes; l'opinion publique devient
 nerveuse & il faut espérer qu'aucun
 incident nouveau ne viendra
 aggraver la situation.

Dans l'entretien auquel je

Faisait allusion plus haut Lord Salisbury a-tu vu reste dit à mon collègue que la question qui lui paraissait encore la plus dangereuse était la question d'Orient, parce que ces derniers temps on avait surtout cherché à maintenir le concert européen, mais sans arriver à trouver une solution pour l'amélioration du sort des Arméniens ou la réorganisation de l'Empire Ottoman en général.

C'est naturellement la Russie qui inquiète principalement Lord S.; d'après ce qu'il a dit à mon collègue l'avenir serait d'autant plus incertain de ce côté-là que le Czar aurait résolu de ne pas intervenir dans la direction de la politique extérieure jusqu'à son couronnement, (en 1881) mais qu'à partir de ce moment il entend donner une impulsion toute personnelle à sa politique étrangère; or personne ne sait, au dire de Lord S. dans quel sens sera dirigée cette politique.

Vous êtes tenu au courant des
 affaires du Transvaal par les journaux
 mais je crois devoir vous dire
 qu'un Foreign Office on ne se
 montrant pas du tout rassuré
 cette après-midi; d'après les dernières
 nouvelles l'effervescence serait grande
 du côté des "nitlanders" aussi
 bien que du côté des "boers" &
 on semblerait appréhender de
 nouveaux conflits. - Vis-à-vis d'un
 diplomate de mes amis Lord, en
 maintenant la parfaite bonne
 foi de son gouvernement n'a
 pas osé affirmer que M. Cecil
 Rhodes n'ait pas en connaissance
 préalable des intentions de Dr
 Jameson. On note par les lettres
 privées d'avant les dernières
 événements qui commencent à
 arriver, il est clair que ^{presque} tout
 le monde savait qu'il se préparait
 quelque chose; dans ces circonstances

que nous ne puissions croire aux
 assurances d'ignorance de
 M. Rhodes & en outre on peut
 se demander comment il a pu
 se faire que le Gouvernement
 anglais du Cap n'ait rien su
 ou que, sachant ce qui se
 passait il n'ait pas prévenu
 son Gouvernement. L'ambassadeur
 d'une puissance non-intéressée
 directement ne dit qu'on lui
 a assuré de divers côtés que
 le Gouvernement aurait été
 plus ou moins au courant des
 préparatifs & n'aurait désavoué
 Jameson que lorsqu'il aurait
 vu qu'il n'avait pas de chance
 de réussir. Une semblable accusation
 est par trop grave pour
 l'accepter sans preuves.

J'ai vu hier un de
 nos compatriotes qui a été
 l'année dernière au Transvaal
 pour les affaires d'une compagnie

sud-africaine dont il est un
 des principaux intéressés. Quoique
 ses sympathies soient en général
 très anglaises il n'a cessé que
 les "boers" sont les plus braves
 gens du monde & qui au fond
 on se trouverait parfaitement
 bien sous leur gouvernement,
 toutefois ce dernier ne serait
 pas tout à fait sans reproches
 & laisserait à désirer surtout
 au point de vue de l'intégrité,
 pour obtenir des concessions, des
 facilités on n'importe quoi
 "il faut" me disait ce compatriote
 & il avait l'air de parler par
 expérience, "laisser un grand
 nombre de pattes, à commencer
 par les plus grosses, sans en
 excepter même celles du Président
 Krüger, dans ces derniers temps
 toutefois ce dernier n'aurait
 plus rien accepté, sa fortune
 faite principalement de cette
 manière lui paraissant sans
 doute suffisante; mais ses penderies

" & le reste de sa famille & de
 " ses acolytes suit son exemple
 " & paraissent apprécier ce moyen
 " aisé de faire fortune."

Une des difficultés dont
 l'Angleterre a eu à s'occuper
 ces derniers temps est sa
 contestation avec le Brésil au
 sujet de l'île de Trinidad.

D'après ce que le ministre du
 Brésil m'a dit hier les choses
 se seraient passées de la manière
 suivante.

Une compagnie anglaise
 approuvée par le gouvernement
 anglais aurait jeté son dévolu
 sur l'île de Trinidad pour y
 faire atterrir un câble télégraphique
 destiné à établir des communications
 plus directes avec le Brésil. L'amirauté,
 avant d'envoyer un navire
 là-bas, aurait demandé au
 Foreign Office s'il n'y avait

par d'objections à la prise
 de possession de cette île
 déserte ou plutôt de cet archipel
 que l'on croyait n'appartenir
 à personne. Le Foreign Office
 répondit qu'il n'y avait aucun
 inconvénient international à
 mentionner ^{une} navire de guerre
 fut envoyé à Trinidad; on
 hissa le pavillon anglais sur
 l'île, en fait quelque part une
 proclamation de la Reine
 & déclara le territoire anglais.

A cette nouvelle le Brésil s'émut
 & déclara que, loin d'être
 "res nullius", l'île de Trinidad
 appartenait au Brésil comme
 elle avait appartenu au Portugal
 qui y avait tenu possession
 antérieurement. S'émut aussi
 parait-il le Baron Harden-Hickey,
 "Prince de Trinidad" (voir votre office
 du 25 Janvier 1894 n° 320 & ma
 réponse du 29 du même mois), moi

je ne m'occuperai pas ici de
 ce personnage ni de sa protestation
 que'il vous aura adressée
 également si possible.

Le Brésil protesta immédiatement
 à Londres & il y a eu même,
 comme vous l'avez vu dans
 les journaux, des manifestations
 anti-anglaises assez énergiques
 à Rio de Janeiro. Les Brésiliens
 auraient, me dit M. de Sousa Correa,
 pour prouver qu'au siècle
 dernier déjà les Anglais, alors
 en guerre avec l'Espagne,
 auraient occupé cette île & les
 Espagnols auraient réclamé
 auprès du gouvernement portugais
 contre cette violation de la
 neutralité de ce service qui
 aurait immédiatement, de son
 côté, réclamé auprès de l'Angleterre.
 Celle-ci aurait reconnu le bien-
 fondé de la réclamation portugaise
 & cédé la place à une garnison
 portugaise qui y aurait été
 maintenue pendant quinze ans.

Lord Salisbury doit avoir reconnu
maintenant qu'en donnant
son avis favorable à l'occupation
il ne l'avait pas examinée la
question assez à fond & on aurait
retrouvé dans les archives du
Ministère les documents relatifs
à l'abandon de l'île par les
Anglais au siècle dernier.

L'Angleterre se serait déclarée
prête naturellement à reconnaître
la souveraineté du Brésil à
condition que celui-ci autorisât
la pose du câble télégraphique,
mais le Brésil n'est pas disposé
à accepter cette offre parce que,
s'il est souverain de l'île, il
l'est sans conditions & en
outre parce que ce câble ferait
une concurrence nuisante
aux câbles existants qui appartiennent
au Brésil.

Dans ces circonstances, — &
voici pourquoi je n'ai entré
dans tous ces détails — Lord

Salisbury aurait proposé
de soumettre la question
à l'arbitrage de la Suisse.

Ayant eu l'occasion de
voir aujourd'hui Sir Thomas
Sanderson, le sous-secrétaire
d'Etat permanent aux Affaires
Etrangères, je lui ai demandé
à titre tout à fait officieux
ce qui en était de cette proposition.

Il m'a répondu que l'arbitrage
avait en effet été proposé
par l'Angleterre, mais en
laissant au Brésil le soin
de proposer un arbitre,
toutefois Lordal. aurait suggéré
verbalement au Ministre du
Brésil que la Suisse, absolument
désintéressée dans l'affaire
serait peut-être indiquée
pour se charger de ce rôle. Au
Foreign Office on semble
presqu'assuré de l'acceptation
de ces propositions; le Ministre
du Brésil m'a dit qu'au

Brisil y aurait beaucoup
 d'opposition, mais qu'il
 avait lui-même beaucoup
 appuyé l'acceptation des
 propositions anglaises.

Il aurait été question
 seulement de "La Suisse"
 comme arbitre sans indiquer
 encore à quelle personnalité
 on recourrait éventuellement.

Après, Monsieur le
 Président, les assurances
 de ma très haute considération.

C. D. T. Bourcart.